

La production d'un entre-soi expatrié à Abu Dhabi

Claire Cosquer

90 % de la population des Émirats arabes unis est de nationalité étrangère. À partir d'une enquête sur les expatriés français à Abu Dhabi, Claire Cosquer montre comment les hiérarchies migratoires se déploient dans l'espace urbain.

À Abu Dhabi, environ 80 % de la population totale est étrangère (d'après le dernier recensement rendu public, en date de 2005). Cette part atteint près de 90 % à l'échelle des Émirats arabes unis. Dans cette démographie migratoire, nationalité et position professionnelle sont souvent étroitement reliées, au sens où les postes de direction sont largement réservés aux citoyen·ne·s nationaux et aux migrant·e·s des Nords (notamment d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest), alors que les migrant·e·s des Suds (notamment sud-asiatiques et sud-est-asiatiques) occupent l'essentiel des emplois d'exécution. Les migrant·e·s français occupent une place relativement privilégiée dans l'intrication de ces hiérarchies sociales : les conditions avantageuses d'obtention de visa facilitent la migration en famille, les salaires perçus sont supérieurs à ceux touchés en France et permettent souvent la transition de la biactivité à la monoactivité des ménages.

Alors que les sciences sociales ont largement documenté les processus de ségrégation spatiale visant les migrant·e·s des Suds, elles se sont moins penchées sur les pratiques résidentielles et urbaines des migrant·e·s privilégiés, *a fortiori* des migrant·e·s des Nords. Comment cette position sociale, qui entremêle à Abu Dhabi positions de classe, nationalité et racialisation, se traduit-elle d'un point de vue spatial ? Comment l'espace urbain concourt-il à fixer dans l'espace les frontières sociales de cette hiérarchie migratoire ?

À première vue, une solide ségrégation résidentielle et une division des pratiques urbaines favorisent un entre-soi caractéristique de la migration privilégiée, notamment des « migrations blanches » (Lundström 2014). Toutefois, les frontières de cet entre-soi sont partiellement déstabilisées par la perception subjective d'irruptions – des modes de présence temporaires et localisés de migrant·e·s des Suds, notamment ouvriers, dans les espaces fréquentés par les migrant·e·s des Nords – et certaines transgressions – des dépassements intentionnels et revendiqués des frontières urbaines par certain·e·s migrant·e·s des Nords. L'article explore successivement les logiques résidentielles et les pratiques urbaines de cette population puis les circonstances de leur déstabilisation. Il se fonde sur une enquête ethnographique menée par observation participante (d'octobre 2015 à mai 2016) et par entretiens semi-directifs (n = 70) conduits avec des migrant·e·s français.

Une ségrégation résidentielle au croisement de la classe et d'appartenances nationales racialisées

Les positions des résident·e·s français dans la ville semblent confirmer la thèse de la « bulle expatriée », soutenue dans le travail pionnier d'Erik Cohen (1977)¹. Cohen souligne que les

¹ Depuis, celle-ci est devenue un lieu commun du discours public sur l'« expatriation ». Elle est d'ailleurs souvent mobilisée pour être déplorée, voir T. Monnet, « Percer la bulle de l'entre-soi », *Le Monde*, 29 mai 2017.

« communautés expatriées » formées par ces migrant·e·s privilégiés, quoique variables selon les contextes migratoires et diversement investies par les migrant·e·s eux-mêmes, sont fondées sur une séparation vis-à-vis des sociétés d'installation. Elles permettent aux « expatrié·e·s » de tenir à distance l'étrangéité du pays qui les accueille, de maintenir un statut privilégié cultivé dans l'entre-soi et elles sont, enfin, facilitées par le caractère transitoire d'une grande partie de ces mouvements migratoires. Dans une certaine mesure, il est effectivement possible d'identifier un espace bullaire fréquenté par les migrant·e·s des Nords, qui se traduit autant dans la géographie de la ville que dans les pratiques urbaines. L'espace des compounds et des hautes tours de verre s'oppose aussi bien aux « camps » où sont logés les ouvriers de construction, d'industrie et certain·e·s employé·e·s, qu'aux quartiers des classes populaires et moyennes, largement asiatiques, où les logements sont majoritairement – quoique illégalement – partagés (Assaf 2017).

Cette spécialisation sociale de l'espace résidentiel s'explique aussi bien par le coût que par le fonctionnement différencié des filières de l'accès au logement. Les petites annonces offrant de partager des logements bon marché parsèment les rues du centre-ville (figure 1). Ces annonces spécifient fréquemment le genre, la nationalité, l'ethnicité, la confession, le statut matrimonial et parfois la catégorie professionnelle de la ou du colocataire désiré·e. En très grande majorité, la recherche de logement chez les migrant·e·s des Nords n'emprunte pas ces circuits informels, mais passe par des circuits qui leur sont diamétralement opposés : les enquêté·e·s ont généralement recours aux services d'une agence immobilière et sont souvent accompagné·e·s dans leur recherche par l'entreprise qui les emploie sur place.

Figure 1. Annonces de logement collées à un abribus à proximité d'Electra Park, Abu Dhabi



Source : C. Cosquer.

Il existe pourtant des petites annonces de logement qui sortent des circuits réguliers des agences immobilières et qui visent les migrant·e·s des Nords de façon explicite. Diffusées sur Internet, par exemple sur le site Dubizzle (figure 2), ou encore sur les réseaux sociaux dans des groupes dédiés, elles font miroir aux annonces placardées au dos d'abribus que les migrant·e·s des Nords ne fréquentent que très peu. Ces annonces, destinées à des locataires au pouvoir d'achat supérieur,

précisent ainsi rechercher des personnes « européennes » ou « occidentales » (*western*). Si la ségrégation résidentielle investit ici de façon explicite des catégories nationales ou plurinationales, elle peut aussi s'opérer de façon plus feutrée : les agents immobiliers expliquent parfois que certains compounds sont réservés aux « Occidentaux », quoique aucune mention de la sorte n'apparaisse nulle part officiellement. Dans le maniement de ces catégories, les Français·es sont présumés blanc·he·s : on m'a ainsi rapporté plusieurs cas où des personnes afrodescendantes, d'autres portant un nom arabe, étaient soupçonnées par le propriétaire de ne pas être françaises et se voyaient refuser le logement pour cette raison (des cas sont aussi mentionnés par Assaf 2017 ; et par Le Renard 2018). Les Françaises d'ascendance nord-africaine semblent particulièrement susceptibles d'être mises à distance de la francité en étant assignées à une identité « marocaine », qui inclut aux Émirats le sous-entendu stigmatisant du travail sexuel (Arab et Moujoud 2018) : ce stéréotype contraint particulièrement la recherche de logement, dans la mesure où les propriétaires craignent que leur appartement « risque » d'être utilisé pour des services sexuels rémunérés. En somme, les catégories nationales s'entrecroisent avec des catégories racialisées, redoublant les frontières sociales que dessine la ségrégation résidentielle.

Figure 2. Captures d'écran d'annonces de logement sur le site Dubizzle

Amazing studio apartment for European or western ladies In khalldiya with proper view and locatio

- AED **50,000** /yr

for rent for European lady furnished master room with parking under ground in new building

- AED **5,000** /mo

3500 monthly Excellent studio available for Asian Families n European couple

- AED **35,000** /yr

Bed Space For (Russia or European Lady) - AED **2,000 /mo**

Abu Dhabi > Property for Rent > Rooms wanted (flatmates) > **Details**

Bed Space For Rent (European Or Russia Lady) New building - AED **1,500 /mo**

Abu Dhabi > Property for Rent > Rooms wanted (flatmates) > **Details**

Des pratiques urbaines différenciées

Au-delà de la géographie résidentielle, la géographie des pratiques urbaines retranscrit elle aussi la séparation des groupes sociaux. Bien des résident·e·s français·es font référence à l'insularité de leurs modes de vie – parfois pour en souligner les avantages, parfois pour le regretter – pour signifier qu'elles et ils ne s'aventurent pas en dehors d'un itinéraire balisé : du domicile au lieu de travail ou aux espaces de loisirs, souvent dans les malls, en voiture.

Pour aller du point A au point B, à moins d'être vraiment tout à côté de là où il y a tous les restos, etc., ce qui est très rare, tu vas être obligé de prendre la voiture pour aller de A à B. Tu te rends compte de ce que c'est la stérilité d'un voyage en voiture ? C'est hyper stérile un voyage en voiture. Tu te heurtes à quoi, tu te confrontes à quoi, tu vois quoi ? Tu vois rien. Tu parles à personne (Manelle, 46 ans, sans activité professionnelle, conjoint cadre supérieur).

Certain·e·s rendent compte de cette pratique des espaces urbains en expliquant que leurs itinéraires suivent la climatisation : l'air conditionné de la voiture relie celui du domicile à celui du lieu visité. Les parkings climatisés de l'un comme de l'autre permettent souvent aux migrant·e·s français·es de ne quasiment pas être exposés aux températures ambiantes. Tout se passe comme si la voiture permettait de relier, en archipel, des espaces bullaires séparés de la ville. Les malls – plus particulièrement les plus onéreux d'entre eux, comme le Galleria sur l'île Maryah – et les hôtels de luxe constituent des centres névralgiques de ces pratiques urbaines distinctives : ils abritent entre autres des lieux de loisirs et de consommation spécifiquement tournés vers la clientèle « expatriée » des Nord·s, comme les restaurants et bars autorisés à servir de l'alcool, ou encore les quelques supermarchés autorisés à vendre de la viande de porc.

La séparation spatiale de la ville s'inscrit par ailleurs dans une temporalité singulière, liée aux rythmes du travail. Le vendredi et les fêtes nationales, jours de congé de la majorité de la population, y compris des travailleuses et travailleurs pauvres, sont perçus comme des temps d'« irruption » dans l'espace public que les migrant·e·s des Nord·s fréquentent, de populations de migrant·e·s des Suds habituellement minoritaires, tenues à distance des malls et marginalement présentes dans les espaces plus mixtes comme la Corniche. Les enquêté·e·s évitent particulièrement cette dernière lors des jours de fête nationale, la jugeant « envahie » par les migrants des Suds. Les pratiques urbaines sont ainsi modulées afin de maintenir à distance certains groupes sociaux. Cette modulation concerne particulièrement les femmes, soucieuses d'éviter ce qu'une enquêtée décrit, avec un racisme parfois très explicite, comme de « grosses grappes » d'« Afghans » et de « Pakistanais » (Jeanne, 60 ans, sans activité professionnelle, conjoint professeur du secondaire). La présence de ceux-ci, combinée à la menace sexuelle qui leur est attribuée, altère la perception des espaces urbains, comme si la ville était littéralement envahie d'une population masculine, étrangère, menaçante.

Les pratiques urbaines des résident·e·s français·es sont, évidemment, plus complexes que cette description schématique. Des espaces de mixité relative permettent la rencontre entre la population « expatriée » des Nord·s et la population majoritaire sud- et sud-est-asiatique. Ces espaces forment des « zones de contact » au sens de Pratt (1992) : ce concept, forgé pour l'analyse des situations coloniales, désigne les espaces où se rapprochent et se confrontent des groupes sociaux délimités par des frontières culturelles et opposés par des asymétries de pouvoir. Par exemple, pendant les mois d'hiver – les températures extérieures devenant plus clémentes –, la fréquentation d'espaces mixtes tels que la promenade de la Corniche ou les parcs s'intensifie (Assaf 2017). À une autre échelle, celle des logements, le contact s'opère à travers le recours au travail domestique. Les travailleuses domestiques, majoritairement philippines, indiennes ou indonésiennes, sont souvent employées à demeure et résident au domicile de leurs employeurs, dont les migrant·e·s des Nord·s (Cosquer 2018).

Par ailleurs, la ville est moins aseptisée que ce que les styles de vie « expatriés » pourraient laisser penser. En effet, Andrew Gardner (2013) montre que Doha est parsemée d'« espaces interstitiels » fracturant une organisation urbaine qui n'est impeccablement contrôlée et disciplinée qu'en apparence. Yasser Elsheshtawy (2010) suggère une lecture similaire de Dubaï et de ses « espaces cachés » et, dans son étude d'Abu Dhabi (2011), il identifie les nombreux espaces d'échanges informels qui existent dans les rues de la ville situées à l'écart des principaux axes routiers : ici un élargissement du trottoir à proximité d'une boutique égyptienne est transformé en espace de prière, défiant la régulation des mosquées, ici le quartier d'Electra devient un espace de sociabilité, particulièrement populaire pour les hommes sud-asiatiques, là une zone de chantier est temporairement réappropriée pour un match de cricket. Laure Assaf (2017) décrit de même la fréquentation du port, de terrains vagues ou encore de parkings déserts, investis par les « jeunes Arabes ». Reste que les migrant·e·s français·es se caractérisent collectivement par la très faible fréquentation de ces « espaces interstitiels », qui sont méconnus, associés à un certain inconfort, voire à un certain danger, et que leurs déplacements urbains évitent.

Les zones de contact, entre mixité limitée et reconduction des frontières sociales

Dans les espaces urbains, ces zones de contact sont particulièrement identifiées dans les centres commerciaux. Quoique ceux-ci maintiennent à distance les travailleuses et travailleurs les plus pauvres, soit parce qu'ils leur sont économiquement inaccessibles, soit parce que le port d'habits de travail y est interdit (Assaf 2017), ils sont fréquentés par une population relativement diverse. La mixité sociale de ces espaces commerciaux constitue parfois un objet anxigène pour les enquêté·e·s, associé à un certain inconfort. Ce sentiment de désagrément émane tant de la sensation d'une différence culturelle indépassable que de ce qui est compris comme l'un des symptômes de cette différence : la proximité physique imposée et la conscience de la « foule », qui brisent l'espace « à soi » auquel sont accoutumées les classes supérieures (Pinçon et Pinçon-Charlot 2007). Dans ces circonstances, les discours de stigmatisation et d'altérisation des migrant·e·s des Suds sont particulièrement fréquents : on reproche ainsi aux « Indiens » ou aux « Pakistanais » leurs bousculades, voire l'entièreté de leur *hexis* corporelle.

Faisant la liste des supermarchés où elle s'est rendue, Éléonore observe : « À Carrefour, il y a un stand à épices pas cher, mais pour être servie, faut se battre ! La dernière fois y a trois Indiens qui m'ont écrasée, le quatrième je l'ai écrasé et j'ai été servie. » Guillaume raconte une anecdote à la COOP [autre supermarché de milieu de gamme] : il faisait la queue aux caisses derrière un Indien, lequel « laisse son chariot, mais en plein milieu ! [il mime des gestes lourdauds et prend une expression faciale hébétée]. L'Hindou de base, quoi ». Éléonore : « Mais ici, les gens ne se poussent pas [ne laissent pas la place]. On a appris à se battre ! (extraits du journal de terrain, 23 octobre 2015).

Aller à Etisalat, au *telephone operator*, et puis être, en faisant la queue, et puis être complètement poussé par 10-20-30 personnes qui vous poussent les uns derrière les autres parce qu'en Inde, c'est normal que tout le monde se pousse, que tout le monde est collé les uns contre les autres en faisant la queue... En France, ça va contre notre culture où on a toujours un espace autour de soi, notre zone (Bernard, 42 ans, cadre dirigeant).

Cette géographie de la séparation n'interdit pas non plus certaines déstabilisations de l'ordre spatial et social. Celles-ci peuvent découler d'un concours de circonstances. Maëlle (34 ans, assistante d'éducation, conjoint cadre supérieur) raconte comment il lui est exceptionnellement arrivé de marcher dans le centre-ville : faisant visiter la ville à sa belle-sœur, elle décide de rallier à pied un centre commercial bon marché – lui-même connu pour attirer une importante clientèle indienne et pakistanaise – qu'elle désire montrer à cette dernière. Inhabituelle pour Maëlle, la marche en centre-ville rompt le cloisonnement des trajectoires urbaines. Des espaces clos, occidentaux et climatisés, elle passe à un environnement urbain marqué par l'étrangéité, perçu comme « hindou et pakistanaise », et qui suscite une certaine anxiété.

D'autres transgressions, au contraire, sont délibérées et régulières – quoique plus rares à l'échelle du groupe français. Prendre le bus, quand l'appartenance aux classes supérieures et le maintien d'une distinction blanche sont policés par l'usage de la voiture individuelle, constitue l'une de ces transgressions. Les réactions que celles-ci suscitent illustrent, en creux, la solidité de l'alignement entre statut et pratiques urbaines. Perrine (38 ans, cadre supérieure) me raconte ainsi les rires de ses collègues lorsqu'elle leur apprend qu'elle se rend au travail en bus (« si tu prends le bus, c'est que t'es *lower class* »). De la même façon, Sophie (30 ans, profession intellectuelle supérieure), m'est présentée par un de ses proches, lui-même de nationalité française, comme « l'anti-Française » par excellence pour la raison qu'elle se déplace occasionnellement en bus et connaît mieux que les autres Français·es leur fonctionnement (elle possède néanmoins une voiture, tout comme Perrine). Cette appellation lui vient aussi du fait qu'elle dîne régulièrement dans des restaurants de rue indiens, où l'on peut s'offrir un repas pour moins de 10 dirhams (environ 2 euros) et parce qu'elle fréquente des cercles de sociabilité où ses compatriotes sont minoritaires. La réaction des collègues de Perrine et de Sophie met en lumière les effets de la transgression de pratiques urbaines normées :

ces transgressions font parler, cristallisent l'attention sur leurs auteures et démontrent ainsi la cohérence des groupes de statut.

Alors que les transgressions des pratiques urbaines, par ailleurs rares, rappellent finalement la saillance des frontières sociales et de l'entre-soi « expatrié », il faut ajouter qu'elles sont aussi asymétriques – il est autrement difficile de transgresser les mêmes frontières dans le sens inverse – et contrôlées : les coûts associés à ces transgressions sont par exemple contrebalancés par des stratégies de valorisation d'une découverte de l'authenticité de la ville et de l'expérience migratoire. Ces logiques de valorisation des altérités rencontrées au cours de telles transgressions permettent souvent de moraliser l'expérience migratoire, en mettant à distance ses motivations économiques et en la présentant comme l'occasion d'un certain enrichissement culturel. En d'autres termes, elles servent aussi à légitimer la position « expatriée » à Abu Dhabi. L'exercice du privilège migratoire en ville se caractérise ainsi non seulement par le pouvoir de choisir quand transgresser les limites de l'entre-soi, mais aussi par la capacité à défaire la stigmatisation associée à ces transgressions et à les rendre valorisantes.

Bibliographie

- Arab, C. et Moujoud, N. 2018. « Le stigmate de “Marocaine” à Dubaï. Les résistances des migrantes à l'épreuve de l'intersectionnalité », *Migrations Société*, n° 173, p. 99-114. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-migrations-societe-2018-3-page-99.htm.
- Assaf, L. 2017. « Jeunesses arabes d'Abou Dhabi (Émirats arabes unis). Catégories statutaires, sociabilités urbaines et modes de subjectivation », thèse de doctorat en anthropologie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- Becker, H. S. 1985. *Outsiders : études de sociologie de la déviance*, Paris : Éditions. Métailié.
- Cohen, E. 1977. « Expatriate Communities », *Current Sociology*, vol. 24, n° 3, p. 5-90.
- Cosquer, C. 2018. « “Expatrié”. (Re)construction du groupe national et blanchité dans les migrations françaises à Abu Dhabi (Émirats arabes unis) », thèse de doctorat en sociologie, Paris : Institut d'études politiques de Paris.
- Elsheshtawy, Y. 2010. « Little Space, Big Space: Everyday Urbanism in Dubai », *Brown Journal of World Affairs*, vol. 17, p. 53.
- Elsheshtawy, Y. 2011. « Informal Encounters: Mapping Abu Dhabi's Urban Public Spaces », *Built Environment (1978-)*, vol. 37, n° 1, p. 92-113.
- Gardner, A. 2013. « The Transforming Landscape of Doha: An Essay on Urbanism and Urbanization in Qatar », *Jadaliyya/جدلية*. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.jadaliyya.com/Details/29778/The-Transforming-Landscape-of-Doha-An-Essay-on-Urbanism-and-Urbanization-in-Qatar.
- Le Renard, A. 2018. « Devenir occidental·e à Dubaï. La formation de groupes sociaux au prisme d'une sociologie féministe postcoloniale », mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université Paris-8 Vincennes-Saint-Denis.
- Lundström, C. 2014. *White Migrations. Gender, Whiteness and Privilege in Transnational Migration*, Londres : Palgrave Macmillan.
- Pinçon, M. et M. Pinçon-Charlot. 2007. *Les Ghettos du Gotha: comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris : Éditions du Seuil.
- Pratt, M. 1992. *Imperial Eyes: Travel Writing and Transculturation*, Londres : Routledge.
- Sassen, S. 1991. *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton, NJ : Princeton University Press.

Claire Cosquer est docteure en sociologie de l'Institut d'études politiques de Paris et chargée d'études à l'Institut Convergences Migrations. Elle a soutenu en 2018 une thèse intitulée « Expat' à Abu Dhabi : blanchité et construction du groupe national chez les migrant·e·s français·es ». Elle s'intéresse à l'articulation des relations internationales, des migrations et des modes de catégorisation raciale. Parmi ses publications récentes : « Ethnographier la blanchité dans la migration : quelle éthique pour l'étude des dominants ? », *Revista internacional de estudios migratorios*, vol. 9, n° 1, 2019, p. 88-114 ; « L'expatriation révélatrice », *La Vie des idées*, novembre 2019, www.laviedesidees.fr/L-expatriation-revelatrice.html.

Pour citer cet article :

Claire Cosquer, « La production d'un entre-soi expatrié à Abu Dhabi », *Métropolitiques*, 28 septembre 2020. URL : <https://metropolitiques.eu/La-production-d-un-entre-soi-expatrie-a-Abu-Dhabi.html>.